



*Se loger n'est pas un crime
c'est un droit !*

**UN LOGEMENT
POUR TOUS.TES !**

**NON À LA LOI
KASBARIAN-BERGÉ !**

**RASSEMBLEMENT
MERCREDI 14 JUIN À 18H**

**devant le Sénat, rue de Tournon -
M° Odéon**

SELOGERNESTPASUNCRIME.ORG



Le pays s'enfonce inexorablement dans la crise du logement : 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandeurs HLM, 17.500 expulsions forcées en 2022, une grande part des locataires sont éreintés par les loyers chers, la hausse des charges, l'inflation et la baisse des APL.

La production HLM est en berne, les bailleurs sociaux sont fragilisés par les ponctions successives du Gouvernement ...

Cette crise du logement est sans précédent, et le pays n'a jamais été aussi riche !

Pour Macron et son Gouvernement, l'heure n'est pas à la réparation, mais à la répression des victimes de la situation : les sans-logis qui s'abritent dans un local vacants iraient en prison ainsi que les salariés sur un piquet de grève, les locataires en instance d'expulsion confrontés à un accident de la vie seraient punis d'une lourde amende ... C'est La loi Kasbarian-Bergé, sur le point d'être adoptée le 14 juin en 2e et dernière lecture au Sénat, avec le soutien du Gouvernement, de LR et du RN, comme la hausse générale de loyer de 3,5% !

Plutôt que de s'attaquer au logement cher et à la spéculation, principales causes de la crise, le gouvernement a annoncé son intention de faire de nouvelles économies sur le budget logement : il aggraverait encore la situation des locataires et les difficultés d'accès au logement des catégories populaires.

Or l'ÉTAT n'a jamais aussi peu dépensé dans les aides au logement : en 2021 c'est 1,5% du PIB contre 2,2% il y a 10 ans, et aujourd'hui la production de HLM est au plus bas, les APL sont en baisse, le budget hébergement est sur la sellette...

Exigeons le retrait de la loi Kasbarian-Bergé et une politique logement pour que chacun.e puisse vivre dans un logement décent, stable, abordable, et écologique.

**PLATEFORME LOGEMENT
POUR TOU.TE.S**

www.pourlelogement.org

A l'appel de : AFVS, AITEC, ALDA APPUI, ATMF, ATTAC FRANCE, BAGAGÉRIE, CGL, CGT, CNAFAL, CONSTRUIRE !, CONV. NAT. SERVICES PUBLICS, CNL, COPAF, CSF, CSP75, DAL, DIEL, FASTI, FSU, FUIQP, MRAP, PAS SANS NOUS, SAF, SOLIDAIRES, UTOPIA56, SM, SNPES PJJ FSU, STOP PRÉCARITÉ